

Pour une Fraternité en acte

Sous la pression du flux migratoire de la route des Balkans et dans le contexte d'une exceptionnelle prise de conscience de la population européenne, un sommet européen des chefs d'Etat et de gouvernement se penchera les 15 et 16 octobre sur la situation des réfugiés, un sujet brûlant depuis de nombreux mois.

Les initiatives citoyennes qui se sont développées ces derniers jours et l'attention médiatique enfin portée sur ces hommes, ces femmes et ces enfants qui risquent leur vie en tentant de rejoindre l'Europe ont permis de porter le débat sur la trop longue inaction des différents pays européens face à d'insupportables drames humains.

Rien ne saurait justifier que les pays européens continuent à tergiverser. Rien ne saurait justifier que la pression des extrêmes droites continue à freiner la mise en œuvre de la solidarité et de la fraternité dont nous avons le devoir de faire preuve à l'égard de centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui prennent les routes de l'Europe. D'ailleurs quel plus bel hommage rendu à l'Union Européenne que ces Syriens, Irakiens, Soudanais ou Erythréens qui viennent y chercher refuge parce qu'ils y voient la terre où leur vie pourra se reconstruire et leurs enfants grandir et s'épanouir ?

Certes, l'annonce de l'accueil par la France de nouveaux réfugiés constitue un message positif, après des mois d'atermolement. Mais :

- Rappelons que l'asile est un droit, reconnu internationalement
- Empêchons l'exploitation populiste de la situation que nous voyons se développer à travers la parole de certains responsables politiques, et notamment de quelques maires.
- Affirmons que l'engagement de l'accueil de nouveaux réfugiés nécessite une volonté politique sans faille de la part du gouvernement et de l'ensemble des pouvoirs publics, avec l'adoption des moyens budgétaires et humains nécessaire à l'accueil et à l'intégration de ces populations. C'est la condition de l'effectivité des engagements pris par la France.
- Pesons, en lien avec les sociétés civiles des différents pays de l'Union européenne, sur les gouvernements européens. L'Europe doit se comporter de façon solidaire et tourner le dos aux égoïsmes nationaux. Il faut obtenir des pays qu'ils mettent en place non pas une politique à retardement mais bien une réponse sur la longue durée, puisque les causes de l'afflux des réfugiés ne disparaîtront pas à bref horizon.

Atteindre ces objectifs nécessite que la société civile – associations, syndicats, organisations de jeunesse, intellectuels, artistes, citoyens mobilisés - inscrive sa démarche dans la durée, par-delà l'émotion ponctuelle.

C'est pour porter ce message et inscrire notre mouvement dans la durée que nous appelons, pour le week-end des 19 et 20 septembre 2015 à une mobilisation à Paris et dans toutes les villes de France. Sous des formes diverses, ces mobilisations seront l'occasion de faire partager et amplifier la nécessité de retrouver dans notre pays, au-delà de l'accueil des réfugiés, le chemin qui peut nous permettre de faire France : le chemin de la fraternité.

Organisations signataires

SOS Racisme – France Terre d'Asile – Ligue des Droits de l'Homme – MRAP – LICRA – EGAM [European Grassroots Antiracist Movement] – CFDT – CGT – FSU – NSA – UNEF – FAGE – UEJF [Union des Etudiant Juifs de France] – FIDL [Fédération Indépendante et Démocratique Lycéenne] – UNL [Union Nationale Lycéenne] – Inter-LGBT – Forum réfugiés – COSI – CHERPAA – Collectif DOM – Collectif Marches 98 – Association « La Paix Maintenant » – Association « JCall » – Hachomer Hatzair – Saut Jeune – GRAD Guinée (groupe de réflexion et d'appui au développement de la Guinée) – Collectif VAN [Vigilance Arménienne contre le Négationnisme] – CDCA [Comité de Défense de la Cause Arménienne]